

Les résultats de IALS et ALL

Un aperçu vu sous l'angle de l'alpha

Après la réflexion entamée dans l'article précédent – dont la critique du niveau de compétences considéré par l'OCDE comme le minimum requis – voici brièvement présentés les principaux résultats issus des deux premières enquêtes sur la littératie et les compétences des adultes. Ici encore, nous les envisageons sous l'angle de leur intérêt pour les pratiques et les recherches dans le domaine de l'alphabétisation.

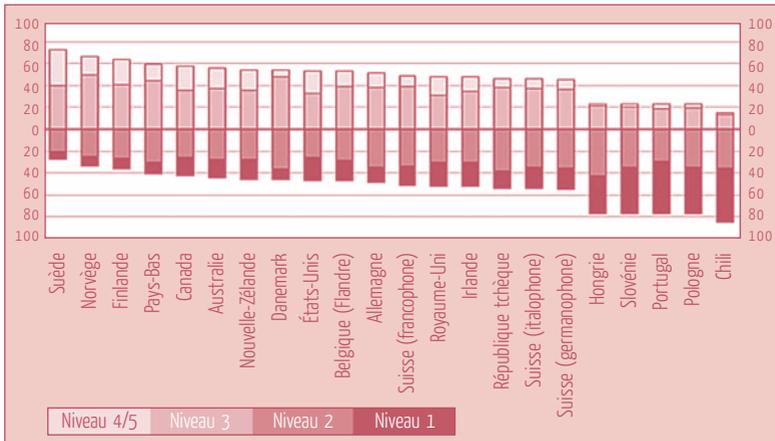
par Catherine
BASTYNS

Le graphique ci-contre donne un aperçu général des pourcentages d'adultes situés aux différents niveaux de littératie. Il est disposé en sorte que l'axe de référence (0 en ordonnée) sépare les personnes qui atteignent ou non le minimum requis, selon l'OCDE : sous cet axe se trouvent les pourcentages d'adultes prestant aux niveaux 1 et 2 (les plus faibles), au-dessus les proportions de ceux atteignant au moins le niveau 3 (rappelons que ce niveau 3 correspond à la fin des études secondaires).¹ Les pays sont classés selon la proportion d'adultes atteignant le niveau 3 et plus.

Le graphique permet de voir d'emblée le volume très important d'adultes se trouvant sous la barre idéale au sens de l'OCDE : il varie grosso modo d'un quart de la population pour les pays les plus performants, aux trois quarts pour les cinq pays en queue de peloton.

1. Dans cet article, nous n'explicitons plus les sigles ni les notions définies dans l'article précédent (littératie, numératie, échelle des niveaux, etc.). On s'y reportera également pour la référence exacte des deux ouvrages qui nous servent ici de base, les rapports finaux de IALS (2000) et de ALL (2011).

Pourcentage d'adultes de 16 à 65 ans se situant à chacun des niveaux sur l'échelle des textes suivis (littératie) – IALS 1994-1998



Source : IALS 2000, p. 17.

Cette vue d'ensemble montre aussi que le niveau de compétence de la population d'un pays peut être globalement 'tiré vers le haut' ou 'vers le bas' (comme on le voit pour les pays se situant aux deux extrêmes), mais que pour des pays comparables quant à leur résultat global, il peut y avoir de fortes variations dans la répartition des niveaux au sein de leur population. La comparaison entre le Danemark et les États-Unis donne l'exemple le plus flagrant de ce phénomène. Ces deux pays, qui figurent côte à côte dans le graphique, ont une 'performance' globale très proche. Mais le Danemark compte une des plus petites proportions d'adultes de très faible niveau, tandis qu'aux États-Unis, cette proportion est une des plus élevées parmi les pays de performance moyenne (en gros du Canada à la Suisse germanophone). À l'autre bout de l'échelle des compétences, le Danemark compte la plus petite proportion d'adultes au niveau 4/5 parmi ces pays 'moyens', tandis qu'aux États-Unis cette proportion est une des plus fortes. Le graphique illustre clairement cette différence ; en s'y reportant, on verra également que la Flandre, qui figure juste après ces deux pays, présente à cet égard une configuration médiane. Si l'on voulait donner un équivalent socio-

économique de ces configurations, nous dirions que le Danemark a une grosse classe moyenne, mais peu de très riches et peu de très pauvres, tandis que les États-Unis se caractérisent par de fortes proportions de très riches et de très pauvres, avec une classe moyenne plus réduite. Cette disparité dans la répartition des niveaux se retrouve également parmi les pays de performance globale beaucoup plus faible. En observant par exemple le groupe constitué par la Hongrie, la Slovaquie, le Portugal et la Pologne, tous quatre situés au bas du classement, on voit que la Hongrie a, parmi ces quatre pays, la plus petite proportion de personnes n'atteignant pas le niveau 2 (donc relativement peu de 'très faibles'), tandis que le Portugal compte à la fois la plus grande proportion de 'très faibles' et la plus grande proportion de 'très forts'.

Comme le graphique n'indique pas les pourcentages précis, nous les donnons dans le tableau ci-contre pour les 20 pays ayant participé à IALS. Dans la partie droite du tableau, nous avons ajouté les résultats de certains pays à l'enquête ALL réalisée la décennie suivante (2003-2008). 8 pays ont participé à la fois à IALS et à ALL, mais pour la lisibilité de cette comparaison, nous n'avons retenu que 4 d'entre eux, choisis pour leur pertinence : les Pays-Bas (qui sont nos voisins), la Norvège (un des pays en tête de classement), le Canada et la Suisse² (qui comptent une population en partie francophone). La Flandre a participé à IALS mais pas à ALL.³

2. Pour pouvoir comparer les résultats de la Suisse, nous avons calculé une moyenne des résultats IALS, car ces derniers étaient alors donnés par régions linguistiques, tandis qu'ils ont été agglomérés pour ALL.

3. Pour les données de la Flandre, nous nous référons à l'ouvrage : VAN DAMME Dirk, VAN de POELE Luc, VERHASSELT Els, *Hoe geletterd/gecijferd is Vlaanderen ? Functionele taal- en rekenvaardigheden van Vlamingen in internationaal perspectief*, Leuven : Apeldoorn, 1997, 102 p. Bien que cette étude date déjà d'une quinzaine d'années, ce sont donc les derniers résultats disponibles pour la Flandre, la publication des résultats de PIAAC n'étant pas attendue avant fin 2013.

Pourcentage de la population de 16 à 65 ans se situant à chacun des niveaux sur l'échelle des textes suivis (littératie)

	IALS (1994-1998)					ALL (2003-2008)				
	Niv 1	Niv 2	Niv 1+2	Niv 3	Niv 4/5	Niv 1	Niv 2	Niv 1+2	Niv 3	Niv 4/5
Suède	7,5	20,3	27,8	39,7	32,4					
Norvège	8,5	24,7	33,2	49,2	17,6	7,9	26,2	34,1	45,3	20,6
Finlande	10,4	26,3	36,7	40,9	22,4					
Pays-Bas	10,5	30,1	40,6	44,1	15,3	10,3	32,3	42,6	45	12,5
Canada	16,6	25,6	42,2	35,1	22,7	14,6	27,3	41,9	38,6	19,5
Australie	17	27,1	44,1	36,9	18,9					
Nouvelle-Zélande	18,4	27,3	45,7	35	19,2					
Danemark	9,6	36,4	46	47,5	6,5					
États-Unis	20,7	25,9	46,6	32,4	21,1					
Belgique (Flandre)	18,4	28,2	46,6	39	14,3					
Allemagne	14,4	34,2	48,6	38	13,4					
Royaume-Uni	21,8	30,3	52,1	31,3	16,6					
Irlande	22,6	29,8	52,4	34,1	13,5					
Suisse (moyenne IALS)	18,8	34,7	53,5	37,4	9,1	15,9	36,3	52,2	35,7	12,1
Suisse francophone	17,6	33,7	51,3	38,6	10	Suisse (francophone + germanophone + italophone)				
Suisse italophone	19,6	34,7	54,3	37,5	8,3					
Suisse germanophone	19,3	35,7	55	36,1	8,9					
République tchèque	15,7	38,1	53,8	37,8	8,4					
Hongrie	33,8	42,7	76,5	20,8	2,6					
Slovénie	42,2	34,5	76,7	20,1	3,2					
Portugal	48	29	77	18,5	4,4					
Pologne	42,6	34,5	77,1	19,8	3,1					
Chili	50,1	35	85,1	13,3	1,6					

Note : Les pays sont classés en commençant par ceux qui comptent le moins d'adultes aux niveaux les plus faibles (colonne 'Niv 1+2'), sauf la Suisse dont les résultats des trois régions ont été regroupés pour permettre la comparaison avec ALL. Ils se présentent dès lors dans le même ordre que dans le graphique p. 41.

Source : IALS 2000, ALL 2011, et notre retraitement.

Seulement 6 pays sur les 20 qui ont participé à IALS comptaient moins de 15% d'adultes ne dépassant pas le niveau 1 de littératie (le pourcentage de ces pays est surligné). La Flandre, qui figure en 10^e position, comptait 18,5% d'adultes au niveau 1 et 28% au niveau 2, soit au total 46,5% en deçà du niveau 3.

Si l'on observe maintenant l'évolution – à dix ans d'écart – entre les résultats de l'enquête IALS et ceux de ALL, on voit qu'elle est très minime. Le total des adultes ne dépassant pas le niveau 2 a diminué au Canada et en Suisse, il a augmenté aux Pays-Bas et en Norvège mais la différence est si réduite (au maximum 2%) que c'est peu significatif. Vu le coût considérable de ces enquêtes, on comprend mieux que peu de pays aient participé à la deuxième, menée après un délai très court en regard d'une caractéristique aussi structurelle que les compétences de base de la population. Toutefois, ce que nous observons ici sont les données globales, toutes catégories confondues (âge, situation d'emploi, etc.) ; il est possible qu'il y ait des évolutions plus significatives à l'échelle de groupes qui auraient été particulièrement ciblés par des politiques spécifiques visant l'école ou la formation des adultes.

Compétences dans les différents 'domaines'

Le tableau et le graphique ci-avant (*pages 41 et 43*) concernent les compétences en littératie. Les résultats concernant la numératie sont légèrement meilleurs pour les adultes se situant aux niveaux les plus faibles (1 et 2) : il n'y a que quatre pays dont les résultats en numératie sont pires qu'en lecture. Trois pays se signalent même par des résultats nettement meilleurs en numératie que dans les textes suivis et schématiques (toujours pour les adultes aux bas niveaux) : la Hongrie (pas étonnant que le *Rubik's Cube* y soit le sport cérébral national), la République tchèque et le Danemark. En Flandre également, il y a un peu moins de personnes brouillées avec les chiffres ou les schémas qu'avec les lettres, comme le montre le tableau ci-dessous.

Flandre (IALS 1996) : Proportion de répondants prestant aux différents niveaux dans les trois domaines

Domaines	Niv 1	Niv 2	Niv 1+2	Niv 3	Niv 4/5
Texte suivi	18,4	28,2	46,6	39	14,3
Texte schématique	15,3	24,2	39,5	43,2	17,2
Numératie	16,7	23	39,7	37,8	22,5

Quelques exemples de tâches du test IALS (aux niveaux faibles et dans les trois domaines de compétence)

On se fera une meilleure idée des compétences que représentent les niveaux 'faibles' des enquêtes OCDE avec quelques exemples du matériel de test. Ce matériel consiste en documents réels (ou reconstitués à partir de documents réels) dont il faut extraire et utiliser l'information pour répondre aux questions. Les tests s'effectuent dans trois 'domaines', selon que le matériel est de type 'texte suivi' (littérature), 'texte à contenu quantitatif' (numératie) ou 'texte schématique' (qui combine les deux aspects).

La tâche la plus facile du niveau 1 dans le domaine 'texte suivi' concerne une posologie. Une courte posologie est donnée, comportant une rubrique 'Dosage' dans laquelle une des phrases mentionne 'au plus pendant 7 jours'. La question est la suivante : « Quel est le nombre maximum de jours durant lequel on peut prendre ce médicament ? ».

Une tâche facile du niveau 1 dans le domaine 'texte schématique' présente un histogramme (des statistiques en formes de 'tours' ou de 'barres') représentant la proportion de femmes dans le corps enseignant des pays européens avec comme question : « Quel est leur pourcentage en Grèce ? ».

La tâche la plus facile du niveau 2 dans le domaine 'quantitatif' présente une rubrique météo de journal. La rubrique comporte, outre des cartes et un commentaire, une liste d'une centaine de villes classées par continent avec les températures minima et maxima pour ce jour et le lendemain. Et la question est : « Combien de degrés en plus à Bangkok qu'à Séoul aujourd'hui ? ».

Le dernier exemple est une tâche facile du niveau 3 dans le domaine 'texte suivi'. Elle consiste à déterminer, à partir d'une notice, la hauteur optimale de la selle d'un vélo en fonction de la hauteur du cadre et de la longueur de la jambe du cycliste.

Principaux déterminants du niveau de littératie

Lorsqu'on établit des corrélations entre les caractéristiques personnelles, socioéconomiques et culturelles des répondants (sexe, âge, niveau de scolarité, situation d'emploi, langue maternelle étrangère...) et les niveaux qu'ils atteignent, on s'aperçoit que le principal prédicteur du niveau de littératie est le niveau de scolarité. Dans 17 pays sur 20, c'est le premier facteur explicatif des résultats ; pour les 3 autres, il vient en deuxième rang. Ces derniers pays sont l'Allemagne où c'est la catégorie socioprofessionnelle qui présente la relation la plus étroite avec le niveau de littératie, et l'Australie et la Suisse où c'est le fait de parler une langue étrangère qui exerce l'influence la plus importante. Des facteurs tels que l'âge ou le sexe montrent effectivement une corrélation avec les performances des répondants, mais leur incidence est toujours nettement moindre que celle des trois variables mentionnées : niveau de scolarité, catégorie socioprofessionnelle et langue parlée.

Niveau d'études

La corrélation entre niveaux d'études et résultats ne réserve pas de surprise : les niveaux atteints croissent à mesure que les diplômés s'élèvent, et cela dans les trois domaines. Cela confirme la validité de cet indicateur indirect⁴, à défaut de disposer d'une mesure directe des compétences. Les enquêtes de l'OCDE s'avèrent toutefois pertinentes sur le plan des comparaisons internationales, puisqu'elles permettent de corriger les stratifications établies selon des diplômés qui ne sont pas toujours équivalents. L'ouvrage flamand soulignait ainsi que « *selon les statistiques OCDE, la Belgique a un taux élevé de personnes peu scolarisées [n'ayant pas le diplôme du secondaire supérieur], mais*

4. L'article de Christine Mainguet (pp. 12-25) fournit des exemples d'exploitation de l'indicateur 'niveau de scolarité' pour la Belgique francophone, où il n'y a pas eu d'enquête directe tendant à mesurer les compétences des adultes.

ce faible niveau ne reflète pas correctement le rang occupé d'après les compétences effectives de la population dans le maniement de la langue et du calcul. L'enquête IALS donne à cet égard une image bien plus positive du capital humain en Flandre. »⁵ Ainsi, en ce qui concerne le traitement des textes schématiques, la proportion de personnes dépassant le niveau 1 tout en n'ayant pas le diplôme de secondaire inférieur est plus élevée en Flandre (57,6%) qu'en Allemagne (44,5%) ou qu'au Canada (26,4%).

Âge et genre

Les résultats tant d'IALS que d'ALL montrent que quasi partout les résultats moyens de la population sont plus faibles chez les groupes âgés, avec un saut important pour la classe la plus âgée (56-65 ans). Dans l'enquête IALS, les répondants de cette classe d'âge qui ne dépassent pas le niveau 1 sont près du double de ceux de la classe d'âge précédente. Vu que cette enquête a été menée entre 1994 et 1998, les adultes âgés alors de 56 à 65 ans étaient tous nés avant la seconde guerre mondiale – or l'allongement de la scolarité et l'augmentation moyenne du niveau de scolarité ont 'décollé' dans les décennies d'après guerre, surtout à partir des années 60. L'âge se combine encore autrement avec le niveau de scolarité pour expliquer le niveau de compétences moindre des aînés de l'échantillon, du fait que les personnes moins scolarisées au moment d'entrer dans la vie active sont moins susceptibles de travailler dans des professions axées sur l'utilisation des compétences en littératie ou numératie. En sorte que leurs compétences, généralement déjà plus faibles en raison de leur faible niveau de scolarité, n'évoluent pas, au contraire de celles des adultes qui ont l'occasion d'exercer et de perfectionner leurs compétences dans leur vie professionnelle ou par le biais d'autres activités.

5. Dirk VAN DAMME et al., *op. cit.*, p. 70.

De même que la variable âge ne prend toute sa pertinence que combinée à la variable scolarité, les différences de résultats selon le **genre** ne prennent sens qu'observées en lien avec l'âge, et dans une moindre mesure avec le domaine de compétence. Toutes catégories d'âge confondues, les femmes sont généralement plus nombreuses que les hommes à ne pas dépasser le niveau 1 dans les domaines 'textes schématiques' et 'quantitatifs', tandis que les hommes sont plus nombreux à ne pas dépasser le niveau 1 dans le domaine 'textes suivis'. Mais si l'on observe uniquement la catégorie la plus jeune, de 16 à 25 ans, les femmes obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins non seulement pour les textes suivis mais également pour le traitement de données schématiques, et si les jeunes hommes continuent de surclasser les jeunes femmes sur l'échelle de la numératie, les écarts sont plus ténus. (L'enquête ALL montre même que dans un pays, la Hongrie, les jeunes femmes ont pris l'avantage en numératie). On voit ainsi que pour les générations les plus jeunes il n'y a plus d'écarts systématiques ou substantiels entre les sexes, notamment parce que l'écart du niveau de scolarité s'est rétréci dans la majorité des pays participants.

Situation sur le marché de l'emploi

L'enquête ALL souligne que la corrélation est double : le niveau de scolarité est proportionnel à la participation à la vie active, et celle-ci est corrélée avec les compétences mesurées par l'enquête.

L'enquête IALS menée en Flandre mettait en évidence que, dans les trois domaines de compétence, la proportion de personnes ne dépassant pas le niveau 1 est de loin plus importante parmi les personnes sans emploi (les demandeurs d'emploi + les personnes 'au foyer' + les pensionnés) que parmi les personnes ayant un travail rémunéré : 39 à 44% des sans-emplois ne dépassaient pas le niveau 1, contre 10 à 14% des travailleurs. À noter que la proportion de demandeurs d'emploi ne dépassant pas le niveau 1 était similaire à celle des autres 'inactifs'.

Les corrélations entre niveaux de compétence et secteurs d'activité donnent des résultats globaux sans grande surprise : en haut de l'échelle les services financiers, au bas le secteur agricole où les compétences concernées ont moins l'occasion d'être entraînées.

Suivi d'une formation et autoévaluation des compétences

Participation à des formations continuées pour adultes

Parmi les données contextuelles relevées auprès des répondants par les enquêtes OCDE, celle-ci est particulièrement utile, notamment pour les indications qu'elle donne pour développer des politiques de formation des adultes. Les formations prises en compte sont très largement définies : il s'agit de toute formation d'adultes suivie au cours de la dernière année, peu importe le contenu et la forme, depuis les formations sur le lieu de travail à des cours de cuisine ou de chant. Malgré cette acception large, le taux de participation enregistré en Flandre par l'enquête IALS était très faible : 26% des répondants avaient participé à une formation, alors que ce taux avoisinait les 40% aux États-Unis, en Suisse alémanique, au Canada et aux Pays-Bas, allant jusqu'à 53% en Suède. La participation est aussi fortement liée au statut professionnel : dans tous les pays, elle est de loin plus élevée parmi les personnes qui travaillent, les chômeurs venant en 2^e position. C'était le cas en Flandre également, avec une proportion particulièrement faible de chômeurs ayant participé à une formation au cours de la dernière année (17,5% – la plus faible des pays de l'enquête, hormis la Pologne). L'enquête ALL confirme les deux observations majeures d'IALS dans ce domaine : 1° les adultes qui ont un travail sont les plus nombreux à participer à une formation continuée ; 2° la participation est d'autant plus fréquente que le niveau de compétences est élevé.

L'enquête IALS menée en Flandre montrait que près de 80% des participants à des formations pour adultes atteignent au moins le niveau 3

dans chacun des domaines. Comme le soulignent les auteurs de l'étude flamande : « *Ce pourcentage élevé nous apparaît plutôt négatif que positif. D'une part, le taux de participation est faible, d'autre part ceux qui participent ont déjà un niveau relativement élevé. L'éducation des adultes fonctionne donc peu comme mécanisme de compensation en faveur des personnes peu lettrées* » ⁶. Le problème n'est donc pas seulement que les adultes qui ont les plus faibles niveaux de compétences seraient les moins enclins à s'engager dans une démarche de formation, il réside surtout dans le fait que l'offre de formation s'adressant aux adultes peu qualifiés est très insuffisante, même pour ceux ayant le secondaire inférieur, pour ne pas parler de ceux ayant au mieux le CEB, voire pas de diplôme du tout. Le Plan *Geletterdheid Verbogen* (Élever le niveau de littératie), qui fut développé par le gouvernement flamand à la suite de l'enquête IALS, s'est attaché à étoffer cette offre.

Autoévaluation des compétences

Une autre information contextuelle relevée par l'enquête IALS nous apporte un éclairage extrêmement intéressant, c'est la perception que les répondants ont eux-mêmes de leurs capacités de lecture, qu'on leur demande de classer comme 'faibles ou moyennes' ou au contraire comme 'bonnes ou élevées'. ⁷ Parmi les adultes se situant au plus bas niveau (niveau 1) sur l'échelle des textes suivis, il n'y a généralement qu'entre 30% et 50% des répondants qui estiment leurs compétences faibles ou moyennes. ⁸

6. Dirk VAN DAMME et al., *op. cit.*, p. 80.

7. Cette donnée, pourtant récoltée aussi par l'enquête ALL, n'est pas traitée dans son rapport final.

8. Ces perceptions sont très marquées culturellement : ainsi, toujours parmi les personnes se situant au niveau 1, 20% seulement des Allemands estiment leurs compétences faibles ou moyennes tandis que plus de 70% des Portugais ont une telle appréciation, ce dernier taux étant très atypique.

L'autoévaluation qui nous intéresse le plus ici, par sa proximité, est celle de nos compatriotes. En Flandre, parmi les adultes atteignant au moins le niveau 2, 93% estimaient leurs compétences en lecture bonnes ou élevées, et cette estimation ne varie pas beaucoup selon qu'ils atteignent des niveaux supérieurs : au niveau 3 ils sont 95% à penser de même, et 96% parmi ceux atteignant les niveaux 4 et 5. Mais qu'en est-il des adultes ne dépassant pas le niveau 1, soit ceux qui, selon l'OCDE, ont des compétences tout à fait insuffisantes « *pour faire face aux exigences de la vie personnelle et professionnelle*



Oui, apprendre à lire, écrire, compter, communiquer...
ou améliorer ses acquis, c'est possible !

Photo : Lire et Ecrire Communauté française

dans une société complexe et avancée » ? Eh bien, en Flandre plus de 80% d'entre eux déclaraient avoir des compétences en lecture bonnes ou élevées, et ils étaient seulement 17,5% à les estimer faibles ou moyennes. Le résultat de cette autoévaluation explique pourquoi des personnes désignées comme en grande difficulté par rapport à l'écrit sont pourtant peu susceptibles de répondre à une offre de formation : c'est parce qu'elles ne se désignent pas elles-mêmes comme telles. Restent les 17,5% d'adultes qui ressentent ces difficultés comme un handicap à leurs projets.

Pour les acteurs de l'alphabétisation, une telle autoévaluation fournit une information essentielle. Si l'alphabétisation n'est pas une croisade des lettrés contre les illettrés, mais une réponse solidaire aux besoins de personnes qui se sentent en difficulté par rapport à l'écrit, on a là un ordre de grandeur du public à qui il faut offrir une possibilité de formation, parce que oui, apprendre à lire, écrire, compter, communiquer... ou améliorer ses acquis, c'est possible !

Catherine BASTYNS

Lire et Ecrire Communauté française